



RAPPORT ANNUEL DE LANEQ EN BREF **1^{er} septembre 2019 au 31 août 2020**

BUREAU DE DIRECTION

Le Bureau de direction de LANEQ est composé des administrateurs suivants :

Me Marc Dion (président, Contentieux, MJQ)
Me André Gauvin (vice-président, DAJ-Finances, MJQ)
Me Ève Ringuette (secrétaire, DAJ-Éducation, MJQ)
Me Sébastien Gobeil (trésorier, ARQ)
Me Marie-Josée Verreault (conseillère, DAJ-Environnement, MJQ)
Me Stéphanie Garon (conseillère, Contentieux, MJQ)

Il voit à la gestion de l'ensemble des affaires de l'association.

Le Comité exécutif de LANEQ a tenu 27 rencontres au cours de l'exercice 2019-2020.

La gestion quotidienne représente annuellement plus de 11 000 courriels reçus et autant envoyés pour les président et vice-président, directeur de permanence et adjointe aux communications.

CONSEIL DES REPRÉSENTANTS

Les membres du Conseil des représentants pour l'ensemble des unités de négociation se sont réunis à deux reprises au cours de la période du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2020 concernant les affaires de LANEQ, notamment afin d'échanger sur les orientations de négociation et la constitution du fonds de négociation. Des réunions sectorielles de représentants de différentes unités ont aussi eu lieu.

La liste des membres du Conseil des représentants à la date de l'assemblée générale annuelle 2020 est jointe en annexe.

COMITÉ SUR LES ASSURANCES

Le Comité sur les assurances tient entre 3 et 4 rencontres par année en plus des échanges de documentation. Ce comité voit à négocier la meilleure couverture, aux meilleurs taux et à gérer les difficultés de couverture.

Membres du Comité

Me Marc Dion (président de LANEQ, Contentieux, MJQ)
Me André Gauvin (vice-président de LANEQ, DAJ-Finances, MJQ)
Me Sébastien Gobeil (trésorier de LANEQ, ARQ)
M. Gilles Dion (consultant)

COMITÉ DES FINANCES

Les membres de ce comité se réunissent entre 3 et 4 fois par année pour notamment émettre les recommandations appropriées au Bureau de direction sur les prévisions budgétaires.

Membres du Comité :

Me Luc Bruneau (directeur général de LANEQ)
Mme Linda Langlois (responsable de l'administration de LANEQ)
Me Marc Dion (président de LANEQ, Contentieux, MJQ)
Me André Gauvin (vice-président de LANEQ, DAJ-Finances, MJQ)
Me Sébastien Gobeil (trésorier de LANEQ, ARQ)

COMITÉS DE NÉGOCIATION

Au cours de la période couverte par le présent rapport, parmi les cinq unités de négociation de LANEQ, les comités les plus actifs ont été ceux de l'ARQ et de la Régie de l'énergie, unités où des conventions collectives ont finalement été conclues en 2020.

Fonction publique

Membres du Comité :

Me Luc Bruneau (directeur général de LANEQ, porte-parole)
Me Marc Dion (président au sein du Bureau de direction de LANEQ, MJQ)
Me André Gauvin (vice-président au sein du Bureau de direction de LANEQ, MJQ)
Me Ève Ringuette (secrétaire au sein du Bureau de direction de LANEQ, MJQ)
Me Marie-Josée Verreault (conseillère au sein du Bureau de direction de LANEQ, MJQ)

Agence du revenu du Québec

Membres du Comité :

Me Luc Bruneau (directeur général de LANEQ, porte-parole)
Me Sylvie Déry (direction des affaires juridiques)
Me Marc Dion (président au sein du Bureau de direction de LANEQ, MJQ)
Me Sébastien Gobeil (direction principale des poursuites pénales)
Me Antoine Lamarre (direction du Contentieux de Montréal)
Me Paul Morin (direction principale de la rédaction des lois)

Régie de l'Énergie

Membres du Comité :

Me Luc Bruneau (directeur général de LANEQ, porte-parole)
Me Marc Dion (président au sein du Bureau de direction de LANEQ, MJQ)
Me Jean-François Ouimette

Autorité des marchés financiers

Membres du Comité :

Me Luc Bruneau (directeur général de LANEQ, porte-parole)
Me Éric Blais
Me Marc Dion (président au sein du Bureau de direction de LANEQ, MJQ)
Me Mathieu Laberge

COMITÉ DE RÉDACTION

Au cours de la dernière année, les membres de ce comité ont participé à la rédaction de près de 80 communiqués aux différentes unités de négociation qui visent à informer les membres sur les affaires de LANEQ.

Membres du Comité :

Me Luc Bruneau (directeur général de LANEQ)
Me Marc Dion (président de LANEQ, Contentieux, MJQ)
Me André Gauvin (vice-président de LANEQ, DAJ-Finances, MJQ)
Mme Isabelle Renaud (adjointe aux communications de LANEQ)

COMITÉ DE MOBILISATION

Le comité mobilisation a été créé au mois de février 2020 dans le but d'élaborer différents moyens de mobilisation et pression pouvant être mis en place à compter de la fin de la Loi spéciale. Le comité est actuellement en veille dû à la pandémie de la COVID-19.

Membres du comité :

Me Shura Abdulaq (Me Michel Dansereau, substitut, ARQ)
Me Frank Archambault (Retraite Québec)
Me Nancy Béliveau (MJQ)
Me Michel Bouchard (CSPQ)
Me Anne-Sophie Brassard (MJQ)
Me Marc Dion (MJQ)
Me Josée Durand (Curateur public du Québec)
Me Marc-André Fournier (MJQ)
Me Stéphanie Garon (MJQ)
Me Manuel Klein (MJQ)
Me Marc Migneault (OPC)
Me Ève Ringuette (MJQ)
Me Marie-Josée Verreault (MJQ)

COMITÉ DE TÉLÉTRAVAIL

Le comité de télétravail a été créé en août 2020 afin de recueillir les opinions des membres sur leur expérience de télétravail pendant la pandémie et leurs préférences en vue de l'implantation du télétravail après la COVID-19 lors des discussions à venir avec le Conseil du trésor.

Membres du Comité :

Me Marc-André Fournier (DAJ – Travail)
Me Paul Morin (Législation, ARQ)
Me Françoise St-Martin (DAJ – Transports)
Me André-Claude Veillette (DAJ - Finances/Économie/Tourisme)
Me Marc Dion (président de LANEQ)
Me André Gauvin (vice-président de LANEQ)

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES

Trois AGE ont été tenues dans les unités ARQ et Régie de l'énergie afin de voter sur les dernières propositions patronales, le tout se soldant par la signature de convention collective dans ces unités pour la période 2015-2020.

Trois autres AGE ont été tenues dans les unités ARQ et FP concernant le renflouement de leur fonds de négociation en vue des négociations avec le Conseil du trésor.

ASSOCIATION CANADIENNE DES JURISTES DE L'ÉTAT

D'habitude, à raison de deux réunions par année, ce forum où les associations de chacune des provinces font rapport des sujets de l'heure, sert à échanger sur les enjeux de conditions de travail des juristes de l'État des différentes provinces et du fédéral. Exceptionnellement cette année, il n'y aura eu qu'une seule réunion en présentiel en raison de la pandémie. La prochaine réunion aura lieu le 19 novembre prochain par visioconférence et nous continuons les échanges par courriel.

COMMISSION PARLEMENTAIRE

Nous avons préparé et présenté un mémoire en commission parlementaire concernant le projet de loi sur la laïcité de l'État qui a donné lieu à des amendements concernant les avocates, avocats et notaires de l'État québécois.

NÉGOCIATIONS ET RÉFORME DU RÉGIME DE NÉGOCIATION

Dans la dernière année, nous avons une trentaine d'interventions (téléphone, courriels, rencontres) concernant la réforme de notre régime de négociation et le règlement global de nos litiges de négociation, dont les rencontres avec les ministres LeBel et Dubé.

Dans le but de faire débloquent ce dossier, nous avons rencontré Me Lucien Bouchard qui, secondé par Me Guillaume Charlebois, a accepté le mandat de nous représenter pour faire progresser notre dossier de réforme de régime de négociation et en arriver à un règlement global. Nous sommes d'ailleurs actuellement en discussion avec les autorités gouvernementales.

LIEN AVEC LES AUTRES SYNDICATS

Nous avons tenu 10 réunions avec d'autres syndicats au sein de la Coalition des syndicats de la fonction publique (CSFP) afin de discuter principalement des négociations 2020-2025 et de la COVID-19.

RECOURS

Le Bureau de direction a aussi pour mandat d'étudier les dossiers litigieux des membres de LANEQ et de décider de l'opportunité ou non d'assurer la représentation de LANEQ en regard de recours touchant les avocates, avocats et notaires membres.

Vous trouverez ci-dessous les dossiers actifs au 31 août 2020.

Commission d'accès à l'information

- Demande de révision pour obtenir les mandats privés 2015-2019 à la CNESST.

Cour supérieure

- Demande en contrôle judiciaire à l'encontre de la décision du 23 octobre 2016 du TAT concernant les services essentiels en 2016-2017.
- Demande en contrôle judiciaire à l'encontre de la décision du TAT du 20 septembre 2019 quant à l'obligation de négocier de bonne foi de l'ARQ.

Cour d'appel

- Appel de LANEQ concernant le jugement de la Cour supérieure du 27 avril 2020 concernant sa demande en injonction permanente relativement au paiement d'un minimum de 3 heures
- Appel de LANEQ relativement au jugement de la Cour supérieure du 20 février 2020 concernant des sommes versées en trop par l'employeur lors de la grève 2016-2017
- Appel du PGQ relativement au jugement de la Cour supérieure du 18 septembre 2019 déclarant la loi 2 de 2017 inconstitutionnelle
- Appel du PGQ à l'encontre de la décision de la Cour supérieure 10 juillet 2020 relativement à l'inclusion des juristes du ministère de la Justice affectés au MCE et au BSM

Tribunal d'arbitrage

- 20 griefs de juristes de divers ministères et organismes concernant le versement de la prime de fonction juridique de 2% lors de congé de maternité, d'invalidité, de paternité et de préretraite
- Grief d'un juriste de la Financière agricole contestant la révision rétroactive de son traitement
- Grief d'un juriste du ministère de la Justice concernant la réclamation d'intérêts à la suite d'une sentence arbitrale
- 13 griefs patronaux concernant la réclamation de sommes perçues en trop
- 22 griefs de juristes de divers ministères et organismes concernant le dégageant de la masse salariale pour rémunération variable
- 33 griefs individuels de juristes de divers ministères et organismes concernant le versement de la rémunération variable
- 1 grief d'un juriste de l'ARQ concernant le remboursement des frais liés à la cotisation professionnelle

- 6 griefs d'un juriste du Commissaire à la déontologie policière concernant son avancement d'échelon à la suite de son invalidité
- 1 grief d'un juriste de la CNESST relativement à son congédiement
- 5 griefs de juristes de divers ministères et organismes concernant le non-paiement de leur rémunération variable en raison de leur invalidité ou de leur congé de maternité
- 2 griefs de juristes du Commissaire à la lutte contre la corruption relativement à la réclamation de sommes liées à la cotisation professionnelle
- 1 grief d'un juriste de l'ARQ concernant la détermination de son crédit d'expérience à l'embauche
- 55 griefs de juristes de l'ARQ à l'encontre du refus de payer leurs jours fériés en janvier 2017
- 1 grief d'un juriste de l'ARQ concernant le harcèlement psychologique
- 1 grief d'un juriste de l'ARQ concernant le refus de se voir accorder un horaire spécial
- 1 grief d'un juriste de l'ARQ réclamant le versement de son traitement à compter de son aptitude au travail
- 1 grief d'un juriste de l'ARQ concernant une réprimande
- 2 griefs de juristes de l'ARQ pour congédiement
- 1 grief d'un juriste de la RBQ réclamant le versement de son traitement à compter de son aptitude au travail
- 6 griefs individuels contestant la réclamation d'une somme versée en trop
- 1 grief de juriste de l'unité fonction publique pour congédiement
- 1 grief d'un juriste de la RAMQ concernant le harcèlement psychologique
- 1 grief d'un juriste de la RBQ concernant le calcul de ses prestations lors de son invalidité

- 1 grief d'un juriste de l'ARQ concernant le versement de son allocation de disponibilité
- 1 grief d'un juriste de l'ARQ concernant une suspension de 3 jours
- 5 griefs de juristes de divers ministères et organismes réclamant des intérêts concernant le forfaitaire dû au 1^{er} avril 2019
- 2 griefs d'un juriste du ministère des Finances relativement à son avancement d'échelon à la suite de son embauche
- 1 grief d'un juriste du TAQ concernant la modification de son échelon à l'embauche
- 1 grief d'un juriste de la CNESST concernant la reconnaissance de sa scolarité acquise en cours d'emploi
- 2 griefs de juristes du ministère de la Justice réclamant leurs heures supplémentaires
- 1 grief d'un juriste du ministère de la Justice réclamant le maintien de son traitement à la suite de sa mutation
- 1 grief d'un juriste de l'OPC à l'encontre d'un avertissement
- 51 griefs de juristes de l'ARQ concernant le manquement relatif à la protection des renseignements personnels
- 1 grief d'un juriste de l'ARQ concernant la reconnaissance de sa scolarité à l'embauche
- 2 griefs d'un juriste de la Commission des libérations conditionnelles contestant la perte du niveau expert et des mesures administratives
- 1 grief d'un juriste de la CNESST concernant l'atteinte à sa vie privée
- 2 griefs patronaux du ministère de la Justice concernant le remboursement de frais d'experts médicaux
- 1 grief d'un juriste de la CNESST contestant sa suspension de 3 jours
- 1 grief d'un juriste du ministère de la Justice contestant la suspension sans traitement de 3 jours

- 1 grief d'un juriste du ministère de la Justice contestant la suspension du versement de ses prestations d'assurance-traitement
- 1 grief d'un juriste du ministère de la Justice pour qui l'employeur l'a contraint à signer un consentement
- 1 grief d'un juriste du ministère de la Justice contestant les attentes spécifiques qui constituent un avertissement déguisé
- 1 grief d'un juriste du ministère de la Justice à l'encontre d'une fouille abusive de ses documents
- 1 grief d'un juriste du ministère de la Justice à l'encontre de son refus d'avancement d'échelon en raison de son statut de temps partiel
- 1228 griefs liés à la grève 2016-2017 (en médiation)

- Intervention de LANEQ dans un dossier impliquant une demande en fractionnement de l'unité de négociation du Syndicat des professeurs de l'État du Québec

Liste des représentants et des sections de travail au 17 novembre 2020

SECTIONS	REPRÉSENTANTS	MINISTÈRES ET ORGANISMES
UNITÉ AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC		
ARQ-01	M ^e Antoine Lamarre	Contentieux, Montréal (50)
ARQ-02	M ^e Marc Duval et M ^e Paul Morin	Direction principale des lois sur les impôts et Direction principale de la rédaction des lois (48)
ARQ-03	M ^e Isabelle Paradis et M ^e Simon Bordeleau	Direction de l'interprétation relative à l'imposition des taxes et la Direction de l'interprétation relative aux taxes spécifiques, Direction relative à l'administration fiscale et la Direction relative au secteur public (36)
ARQ-04	M ^e Marie-Pier Drolet	Contentieux, Québec (16)
ARQ-05	M ^e Sylvie Déry	Direction des affaires juridiques (12)
ARQ-06	M ^e Sébastien Gobeil	Direction principale des poursuites pénales (Montréal) (26)
ARQ-07	M ^e Benoit Laberge	Direction principale des poursuites pénales (Québec) (13)
ARQ-08	M ^e David Roulx	Direction de l'intégrité et de la recherche en matière de planification fiscale agressive (8)
UNITÉ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS		
AMF-01	M ^e Mathieu Laberge	Service juridique de Montréal (36)
AMF-02	M ^e Éric Blais	Service juridique de Québec (22)
UNITÉ FONCTION PUBLIQUE		
MINISTÈRES		
GM-01		MINISTÈRE DE LA JUSTICE
GM-01.1	M ^e Stéphanie Garon, M ^e Manuel Klein et M ^e Anne-Spohie Brassard	Direction du Contentieux à Montréal, Direction du litige et du droit public, Fonds d'aide aux actions collectives, Tribunal des droits de la personne (79)
GM-01.2	M ^e Jennifer Tremblay, Me Jean-François Tardif, remplaçant	Bureau du juge en chef associé de la Cour supérieure, Cour d'appel du Québec, Direction du Contentieux (Québec), Service de recherche de la Cour du Québec (Québec), Service de recherche de la Cour supérieure (Québec), Service de recherche de la magistrature, Commission québécoise des libérations conditionnelles (45)
GM-01.3	M ^e Hubert Noreau-Simpson et M ^e Dominique A. Jobin	Direction du droit constitutionnel et autochtone (25)

GM-01.4	M ^e Patricia Gingras	Bureau des infractions et des amendes, Bureau du sous-ministre associé, Direction du soutien aux activités judiciaires, Direction générale des services de justice et des registres (25)
GM-01.5	M ^e Robert Deschênes	Direction des affaires juridiques, Direction des affaires législatives, direction du droit administratif et des affaires juridiques, Direction générale des services de justice, Division litige et droit public (49)
GM-01.6	M ^e Hakima Ait Amer Meziane	Bureau de greffiers spéciaux, Direction des registres et de la certification, Direction des services judiciaires civils, Direction des services judiciaires de la métropole, Greffe de la Cour d'appel du Québec, Greffe et registre des faillites, Service de recherche de la Cour du Québec (Montréal), Service de recherche de la Cour supérieure (Montréal), Service des activités judiciaires (Montréal) (38)
GM-01.7	M ^e Robert Deschênes	Bureau des affaires autochtones, Direction des orientations et politiques (5)
GM-02	M ^e Cedo Kocic	Direction des affaires juridiques du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Commission de protection du territoire agricole du Québec et Institut de la statistique du Québec (15)
GM-03	M ^e Julie Legros	Direction des affaires juridiques du ministère de la Culture et des Communications et du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (14)
GM-04	Me Nancy Béliveau, Me Annie Langlois, représentante substitut	Direction des affaires juridiques du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (6)
GM-05	Me Maxime Martineau-Gagné	Direction des affaires juridiques du ministère de la Santé et des Services sociaux (14)
GM-06	Me Noémi Potvin	Direction des affaires juridiques du ministère de la Sécurité publique, Bureau du coroner, Bureau du directeur de l'état civil, Directeur aux poursuites criminelles et pénales (15)
GM-07	Me François Nadeau-Labrecque	Direction des affaires juridiques du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et Commission municipale (21)
GM-08	Me Geneviève Simard Côté et Me Françoise St-Martin, représentante substitut	Direction des affaires juridiques Transports, Mobilité durable et Électrification des transports (28)
GM-09	Me André-Claude Veillette	Direction des affaires juridiques du ministère des Finances, Direction de l'impôt des entreprises et de l'intégrité, Direction du droit fiscal et Secteur du droit fiscal et des politiques locales et autochtones (19)
GM-10	Me Sylvie Scherrer	Direction des affaires juridiques du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Relations canadiennes et de la Famille (9)
GM-11	Me François Gravel	Direction des affaires juridiques du ministère de l'Énergie, des Ressources naturelles, des Forêts, de la Faune et des Parcs (17)
GM-12	Me Marie-Josée Verreault	Direction des affaires juridiques du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (25)
GM-13	Me Marc-André Fournier	Direction des affaires juridiques du ministère du Travail et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (18)

ORGANISMES		
GO-01	POSTE VACANT	Assemblée nationale (10)
GO-02	M ^e Michel Bouchard	Infrastructures technologiques Québec, Centre d'acquisitions gouvernementales (9)
GO-03	M ^e Michelle-Audrey Avoine	Commissaire à la déontologie policière (9)
GO-04	M ^e Claire-Élaine Audet	Commission d'accès à l'information et Office des personnes handicapées (Drummondville) (15)
GO-05		COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL
GO-05.1	M ^e Laetitia Chaynes, Me Marie-Frédérique Julien, remplaçante	Affaires juridiques – Montréal à Montréal, Rouyn-Noranda et Val d'or ainsi que Affaires juridiques – Ouest à Longueuil, Sherbrooke, St-Hyacinthe, St-Jean-sur-Richelieu et Valleyfield (26)
GO-05.2	M ^e Jérémie Beltrame	Direction des affaires juridiques : conseil expertise – Montréal et Finances – Montréal, Secrétariat général - Montréal, Ivac-Montréal; direction des affaires juridiques – ouest à Gatineau, Laval, St-Jérôme et Trois-Rivières; DIRECTEUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (37)
GO-05.3	M ^e Pierre-Michel Lajeunesse	Direction des affaires juridiques : conseil expertise – Québec, Finances-Québec et Finances St-Romuald, Accès à l'information – Québec; Direction des affaires juridiques – Est et Équité salariale à Gaspé, Québec, Rimouski et St-Romuald (44)
GO-06		COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL
GO-06.1	M ^e François Desroches-Lapointe et M ^e Émile Ghaleb, M ^e Martin Langlois, représentant substitut	Service juridique de Montréal (51)
GO-06.2	M ^e Mario Laprise	Service juridique de Québec + Commissaire au lobbyisme (13)
GO-07	M ^e Léonie Nadeau-Mercier et M ^e Émilie Pelletier, représentante substitut	Commission de protection du territoire agricole du Québec (4)
GO-08	Me Jean-Philippe Dumas	Commission des transports du Québec, Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (14)
GO-08.1	Me Édith Crevier	Régie du bâtiment du Québec (12)
GO-09	Me Simon Lavoie	La financière agricole du Québec (9)
GO-10	Me Josée Durand	Le Curateur public et Office québécois de la langue française (34)
GO-11	Me Marc Migneault	Office de la protection du consommateur et Régie du logement (24)
GO-12	Me Marie-Claude Falardeau	Office des professions du Québec, Commissaire à l'éthique et à la déontologie et Tribunal administratif du travail (25)
GO-13	Me Jean-Philippe Ouellet	Régie de l'assurance maladie du Québec, Conseil de gestion de l'assurance parentale et Secrétariat à la politique linguistique (32)
GO-14		RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX
GO-14.1	Me Isabelle Poitras	Services de Montréal (14)
GO-14.2	POSTE VACANT	Services de Québec (8)

GO-15	Me Philippe Auger-Giroux	Retraite Québec (21)
GO-16	Me Frank Archambault	Retraite Québec et Conseil de la justice administrative (5)
GO-17		SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC
GO-17.1	Me Chantal Syvrais, Me Nadia Chrétien, remplaçante et Me André Buteau	Direction des recours devant les tribunaux et Direction des Affaires juridiques, Québec (50)
GO-17.2	Me Edouard Pretty et Me Mathieu Decelles	Affaires juridiques, Montréal (35)
GO-18	Me Marianne Chéhadé	Sûreté du Québec, Bureau des enquêtes indépendantes et Commissaire à la lutte contre la corruption (15)
GO-19	Me Isabelle Dupuis	Tribunal administratif du Québec et Tribunal administratif des marchés financiers (16)
GO-20	Me Marie-Jo Lapierre	Tribunal administratif du travail (14)
GO-21	Me Marika Bussière	Société d'habitation du Québec (11)
RÉGIE DE L'ÉNERGIE		
RE-01	M ^e Jean-François Ouimette	Régie de l'Énergie (9)
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS		
AMP-01	M ^e Emma Ramos-Paque	Autorité des marchés publics (13)